

ACTUALITÉ

# ALERTE ROUGE : les entreprises françaises sont les plus taxées au monde !

Malgré des efforts récents pour diminuer les impôts de production, la France reste marquée par un écart conséquent par rapport à ses voisins européens. Les réformes fiscales entreprises récemment peinent à atteindre les résultats escomptés, et les perspectives semblent peu encourageantes en raison des contraintes budgétaires actuelles.



Published on 20 novembre 2024 12h00  
By **Stéphanie Haerts**

## Les récentes baisses d'impôts, un effet modéré

Depuis 2021, sous l'impulsion d'Emmanuel Macron, la France a entamé une politique de réduction des impôts de production, notamment la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), dans l'espoir de renforcer la compétitivité des entreprises sur le marché européen. Cette initiative a conduit à une baisse du taux de cet impôt, de 1,5 % en 2020 à 0,28 % prévu pour 2024, réduisant les recettes de 15 milliards d'euros à environ 4,3 milliards. Malgré ces chiffres prometteurs, l'impact reste modeste. En 2023, le poids des impôts de production en France a légèrement diminué par rapport à 2016, en dépit de l'inflation, stabilisant la charge fiscale à 3,1 % du PIB.

L'allègement fiscal n'a cependant pas suffi à aligner la France sur ses voisins. Les entreprises françaises continuent de supporter une charge fiscale presque double de celle de leurs homologues européennes. **En Allemagne, par exemple, les impôts de production ne représentent que 0,7 % du PIB.** François Ecalte, ancien magistrat financier, et fondateur du site Fipeco, a publié ce mercredi 20 novembre, une note sur l'évolution des impôts de production de 2016 à 2023. Il pointe un modèle économique européen où les gouvernements optent généralement pour moins de dépenses et des prélèvements moins lourds sur les entreprises, privilégiant les taxes sur la consommation et les ménages. « *Il y a eu un petit rapprochement avec les autres pays européens, mais nous sommes encore loin du compte* », explique François Ecalte dans [Les Echos](#). Cette différence structurelle laisse présager un fossé difficile à combler pour la France.

## Bientôt une augmentation des charges pour les entreprises françaises

Le contexte financier difficile contraint le gouvernement à mettre en veilleuse les baisses d'impôts planifiées. Michel Barnier, en anticipant le budget 2025, a indiqué que **la suppression complète de la CVAE serait retardée, au mieux, jusqu'en 2030.**

D'autres impôts pourraient même voir leur taux augmenter. L'annonce d'une possible augmentation d'autres impôts de production dès l'année prochaine ajoute à l'incertitude des entreprises françaises. Ce changement potentiel vise à compenser les déficits budgétaires mais risque de placer les entreprises nationales dans une position désavantageuse par rapport à leurs rivaux européens. Cette pause est un coup dur pour les entreprises françaises, qui voient s'éloigner la perspective d'une fiscalité allégée et compétitive au niveau européen.